

Chez soi en ville - Vers une périphérie urbaine du futur

Roger Perrinjaquet
EUROPAN-Suisse
I.R.E.C., Département d'Architecture
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne
C.P. 555
1001 Lausanne
Suisse

Ursula Paravicini
Fondation Braillard Architectes
Rue St-Léger 16
1205 Genève
Suisse

1. Introduction

Les quartiers résidentiels se réveillent de l'apesanteur sociale dans laquelle les avaient relégués architectes et urbanistes depuis l'après-guerre. Aujourd'hui le mal-vivre des banlieues fait irruption dans la conscience collective, comme le faisaient les taudis urbains qu'elles avaient pour intention de résorber. Cette visibilité sociale accordée au déclin des banlieues risque cependant de masquer une mise en question plus spécifique de l'organisation urbaine ségrégative, celle qui sépare la vie quotidienne de la vie au travail, les lieux de consommation des lieux de production. L'ensemble des quartiers exclusivement voués à l'habitation est mis en cause, les cités dortoirs au même titre que les quartiers périurbains de maisons individuelles. Le soin prodigué durant des décennies à l'aménagement intérieur du logement au détriment des espaces publics, constitue un cadre urbain normatif hostile à la modernisation de la société en cours.

La spécialisation fonctionnelle du territoire urbain trop rapidement attribuée aux seules thèses fonctionnalistes défendues par les protagonistes de la Charte d'Athènes est en premier lieu l'expression d'une logique de distribution inégale des avantages de localisation. En second lieu elle est la conséquence d'un nivellement des modes et conditions de vie qui a gagné l'Europe occidentale en l'espace de quelques décennies (Scaradigli, 1988). La motorisation individuelle a permis de pallier les inconvénients de cette ségrégation, faisant croire à l'affranchissement des distances au moindre effort et à un coût qui semblait ne se mesurer qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat des familles.

Avec le recul que nous offre la crise de croissance actuelle et l'effondrement de l'économie planifiée, ce "zoning" univoque de l'espace urbain révèle son étroite dépendance des modèles économiques et d'intégration sociale liés au stade "fordiste" dépassé de la société industrielle.

La fracture entre lieux de travail et lieux d'habitation a été renforcée par les modèles de développement de l'économie de marché et l'économie planifiée, qui ne peuvent désormais prétendre à la laïcité et l'universalité que leur conféraient les deux versants de la modernité conquérante. Dans les pays de d'Europe centrale, comme dans les pays d'Europe occidentale ce "zoning" a légué un lourd héritage de

ségrégation des fonctions appauvrissant le tissu urbain de manière conséquente. La périphérie de Prague ou celle de Paris dénote un même déficit d'urbanité.

L'essor de ces modèles reposait en fait sur trois postulats aujourd'hui chancelants du progrès économique: la capacité d'organiser la régulation sociale à l'échelle nationale, le plein emploi et l'extension du salariat à toutes les catégories sociales et professionnelles. Avec la globalisation de l'économie, le chômage structurel et la précarisation des emplois, ce cadre urbain hérité de l'ère moderne s'avère aujourd'hui d'une rigidité telle qu'il amplifie l'exclusion sociale. Mais de manière moins explicite cette rigidité crée, tant pour les ménages que pour les entreprises, un écheveau de "frictions urbaines", dont le coût social et l'incidence écologique d'une mobilité engendrée par ce cloisonnement de la vie sociale n'est qu'un symptôme.

La dissociation vie professionnelle et vie extra professionnelle reposait en définitive sur l'intégration unilatérale par le travail et son corollaire, le dénigrement des compétences acquises dans le "marécage social" de la vie quotidienne. La primauté accordée à "l'idéologie du travail" (Anthony, 1977, 8) a conduit à un mode d'intégration bancal déclarant la vie domestique et privée comme "lieu de la détérioration du social" (Lefebvre, 1981, 59). Les modes d'habiter seraient ancrés dans la tradition, constitués de pratiques et rituels immuables et cloisonnés par des conventions sociales. "Le repli domestique" dont feraient aujourd'hui preuve nos contemporains, prend ainsi le relais de tenaces références à une vision nostalgique de la vie villageoise et à des pratiques domestiques reproduisant des "modèles culturels" archaïques.

Cette organisation de l'espace menée sous l'égide de la modernité conquérante a durablement transformé les habitudes de consommation et les modes de vie. En transformant des milieux sociaux en une somme d'unités de consommation, qualifiant d'ailleurs les foyers de ménages, ce cloisonnement social et spatial mérite plutôt d'être désigné comme un processus de "fordisme urbain" que d'être caractérisé par l'euphémisme de fonctionnalisme architectural ou urbain. L'inconsistance de la notion de ménage associée à une forme de cohabitation est à cet égard exemplaire (Bassand & Perrinjaquet, 1991). En renvoyant à la norme sociale de la famille nucléaire (représentée dans l'idéal par l'image symétrique de deux parents, deux enfants partageant un même foyer), elle visait en fait à établir une équation fictive. Une équation qui avait pour avantage évident de désigner une unité de compte aux économistes, investisseurs et statisticiens (Le Bras, 1988).

Le ménage-type, unité de base de l'urbanisme moderne, catégorie anonyme de la conception architecturale, avait en Europe occidentale pour référence la famille bourgeoise avec ses non-dit: l'assignation des femmes et des enfants à la sphère hors-travail et le confinement de la vie familiale dans l'intimité domestique (Paravicini, 1990). Un modèle qui avait initialement pour pivot un unique apporteur pour assurer le pouvoir d'achat du groupe familial. En Europe centrale, cette assignation des familles à la périphérie du système urbain était, sous couvert d'industrialisation des modes de construction, garant d'un mode de socialisation en rupture avec l'économie marchande et l'individualisme petit-bourgeois. La constitution d'une sphère hors-travail spatialement clairement dissociée avait pour avantage de briser toutes velléités à renouer avec le domus des familles d'artisans, de commerçants et de professions libérales.

Ce qui pouvait être perçu comme une modalité technique et opérationnelle du seul ressort des planificateurs et des gestionnaires de l'urbain, se dévoile rétro-activement comme une des conditions de l'essor économique des Trente Glorieuses et de l'économie planifiée. La séparation et spécialisation fonctionnelle, le rapport vie professionnelle/vie extra professionnelle doivent ainsi être considérés comme "le rapport constitutif" des sociétés industrielles à un stade avancé de leur développement. La séparation habitat/travail instaurée lors de l'avènement de la société industrielle aura ainsi connue son apogée au cours des années 70.

Depuis, cette fracture urbaine et sociale ne cesse de s'effiloche sous la pression d'une recomposition incessante de la vie quotidienne. Elle est contredite par un faisceau de pratiques novatrices, de stratégies résidentielles complexes et par la transformation de la structure des ménages. Ce bouleversement est en Europe occidentale accéléré et entériné par des changements techniques, les mutations du monde du travail. Les signes annonciateurs de ce bouleversement n'ont pas manqué, mais ils ont été faussement attribués à des changements culturels ou à l'avènement d'une société post-moderne.

À l'opposé des courants sociologiques qui ont dominé la recherche ces vingt dernières années, nous estimons que les facteurs centraux qui ont transformé l'usage de la ville doivent être analysés dans la longue durée. Le changement réside dans la mise en cause du "rapport constitutif" vie privée / vie professionnelle tel qu'il fut érigé dès l'après-guerre et figé dans l'environnement construit. L'arrivée massive des femmes mariées sur le marché d'emploi et la dissolution de "l'unité de temps et de lieu" (Perret & Roustang, 1993, 60) de la sphère de travail permettent d'illustrer cette approche d'une portée prospective évidente pour la planification urbaine.

2. La condition féminine révélatrice d'un conflit de modernité majeur

L'évolution de notre société industrielle vers une "société industrielle de services", faisant suite à une recomposition profonde des secteurs d'activités dans le sens d'une tertiairisation accrue de l'économie a favorisé l'insertion des femmes dans la vie active. Cette arrivée massive des femmes obéit à une donnée structurelle à laquelle la nécessaire augmentation du pouvoir d'achat et la volonté d'émancipation ont apporté leurs contributions. En France, en valeur absolue, entre 1975 et 1985 la population active féminine s'accroît de plus de 1,6 million (de 8,3 à près de 10 millions) alors que la population active masculine stagne et régresse légèrement durant la même période (de 13,4 à 13,3 millions). Aujourd'hui déjà, près de 70% des femmes mariées exercent une double activité. Ce fait déclenche une lame de fonds du changement social qui se trouve au carrefour d'une actualisation des rapports sociaux et d'une affirmation du statut de la femme qui ne manquent pas de transformer l'usage du logement et son rapport à la ville.

L'accès au salariat des femmes s'inscrit bien évidemment au coeur du mouvement de remise en cause des rôles et des rapports traditionnels entre les sexes instauré dès les années 60. Il imprime sa marque originale aux modalités d'entrée des femmes dans la vie active et vient en garantir la perdurance face, par exemple, à la crainte du chômage généralisée.

Cet aspect de la transformation de la morphologie sociale étudié en relation avec les tendances longues de l'économie et de la société ne se limite pas à apporter

une contribution au champ d'étude naissant des "women studies". Les modalités de l'intégration des femmes se révèlent d'une valeur heuristique pour l'ensemble de la sociologie. "Le travail des femmes (...) agit comme une sorte de révélateur des processus d'ajustements réciproques entre structures familiales, modes d'organisation de la sphère domestique et système productif". "Parce que la division sociale du travail ne peut être traitée ici indépendamment de la division sexuelle, parce que les spécificités du travail professionnel salarié de la femme ne peuvent se comprendre que reliées aux fonctions assignées à celle-ci dans la sphère domestique, ce sont les catégories habituelles du travail et du non-travail qui sont remises en question" (Commaille, 1993, 13).

Dans le cadre de cet article ce sont les conséquences de ce fait social sur l'organisation urbaine qui retiennent l'attention. Ces effets sont cependant de deux ordres empiriques et théoriques. En quoi cette mutation sociale remet-elle en cause l'organisation urbaine fordiste précédemment décrite et quels enseignements les planificateurs peuvent-ils tirer de cette manière de faire éclater les frontières entre travail et non-travail ? Du point de vue méthodologique et théorique il s'agit d'admettre les conflits de modernité qui se profilent derrière cette mutation et le poids qu'il convient d'accorder à ce fait social majeur pour réviser l'attention portée à l'individuation et à la dynamique culturelle.

De toute évidence, le fordisme urbain constitutif de la spécialisation fonctionnelle de l'espace se trouve démenti par une mise en cause de ses préceptes sociaux normatifs. Il s'avère que la distance qui sépare le lieu de travail du lieu résidentiel amplifie la volonté de quitter l'apesanteur sociale qui règne dans les quartiers d'habitation vidées d'interactions sociales enrichissantes. La modalité dominante de l'intégration des mères de famille dans la sphère de travail reste celle du travail à temps partiel, ce qui exacerbe la friction urbaine que représente la relégation des zones d'habitation à la périphérie du système urbain.

Le travail à temps partiel, érige des limites certaines à la mobilité pendulaire, donc à la recherche d'un emploi dans une zone géographique élargie. Les stratégies résidentielles de déménagement et de localisation du domicile s'orientent à cette contrainte, d'autant que dans un ménage à deux actifs, priorité sera donnée à l'insertion au travail le moins précaire. Le taux d'effort consacré au logement apparaît ainsi dans sa véritable épaisseur. La part du budget des ménages allouée au loyer et aux charges, doit aussi comprendre le temps et l'argent consacrés aux transports, notamment aux déplacements domicile / travail.

Force est de constater que les charges maternelles enferment les femmes dans un secteur géographique du marché d'emploi restreint. Cette restriction de l'horizon spatial à un périmètre rapproché du logement familial représente une entrave à l'égalité des chances des femmes dans le monde du travail. Les mères de famille résidant dans les quartiers périphériques sont doublement confrontées à la faible densité tant spatiale, sociale, économique et à un marché d'emploi fort limité.

L'état actuel de la recherche le démontre sans équivoque, la mère de famille exerçant une activité professionnelle privilégiée la proximité entre lieux de travail et d'habitat et se résigne à afficher un profil bas dans la recherche d'un emploi de proximité (Fagnani, 1992). Avec la contrainte de jongler avec ses horaires afin de concilier charges domestiques et professionnelles, elle s'efforce à tout prix de comprimer les temps de déplacements. En région parisienne, une part considérable

de femmes ayant des enfants de moins de 18 ans travaille à moins d'un kilomètre de leur domicile: un tiers des mères de deux enfants et plus de la moitié des mères de quatre enfants.

Compte tenu de la distribution hétérogène des ménages dans l'espace, qui oppose globalement les ménages sans enfants habitant au centre-ville, aux familles nombreuses qui résident à la périphérie (Mansuy & Marpsat, 1991), ce constat en dit long sur le cumul des effets de ségrégation qui signifie restriction progressive de la mobilité professionnelle en fonction du nombre d'enfants.

La friction urbaine prend dans cette perspective tout son relief même si, selon la position dans l'échelle sociale, elle est aussi bien subie que choisie. Les faits sociaux porteurs d'avenir illustrés par l'activité féminine sont d'un intérêt grandissant dans l'hypothèse d'un "partage du travail" envisagé comme issue au chômage et réponse à l'augmentation de la productivité. Ce partage ne manquera pas de mettre un frein à une modernisation de la société.

L'exclusion sociale se conjugue en effet avec des critères de choix qui reposent sur des facteurs de localisation "environnementaux" (Geiger, 1985). Dans les pays occidentaux, l'éviction urbaine des couches sociales défavorisées se double de l'exode urbain des familles privilégiées. Le développement fulgurant de l'espace périurbain soutient ainsi l'idée que la ségrégation des fonctions traduit aussi les pratiques et aspirations de nos contemporains. Cependant, ces stratégies résidentielles se développent à partir de la donnée structurelle de la division familiale du travail, qui veut que les familles de cadres à un seul actif, restent particulièrement attachées au modèle traditionnel de la famille conjugale et nucléaire (Barrère-Maurisson, 1992, 207). En cela, cette catégorie sociale affiche un conservatisme, car avec l'éloignement des zones résidentielles du lieu de travail, le chef de famille peut rendre "naturelle" une division spécifique de travail entre conjoints dans laquelle le mari prend en charge le travail professionnel et les déplacements importants qu'il soutient, alors que la mère de famille reste au foyer pour assurer le bien-être domestique.

Cette convergence entre un lieu géographique de résidence, à la périphérie du système social et urbain et une forme familiale renseigne en creux sur l'intérêt qui consiste à associer la stratégie résidentielle aux modalités de partage du travail. Car, inversement, les régulations intrafamiliales majoritaires visant le partage de l'ensemble du travail familial (travail domestique, travail salarié) conduisent à favoriser un rapprochement du lieu résidentiel des pôles urbains. De manière très prononcée les familles organisées sur le mode d'une double insertion à temps partiel ou au bénéfice d'un "faux" temps complet développent pareilles stratégies de localisation, qui par ailleurs se rapprochent de celles des ménages de célibataires. Les deux stratégies de localisation opposées aboutissent néanmoins à privilégier le domicile comme pôle stable dans la dialectique habitat/travail et renforcent la double identité de la ville.

3. De la division familiale du travail et de l'espace

La double activité des femmes présuppose un infléchissement de "la division sexuée" du travail domestique, une rationalisation des tâches et une externalisation de services. Un processus de transformation largement engagé avec le prêt-à-porter, le prêt-à-manger, la modification des habitudes d'achat ("travail de consommation"

hebdomadaire) et l'internalisation de services sous forme de biens (machines ménagères, télévision, mémoires, disques, PC, etc.). Ces équipements domestiques et services ne peuvent être considérés comme des prothèses garantissant la survivance d'un noyau de pratiques ataviques, ils participent à élargir l'horizon intellectuel, compriment les budget-temps, permettent de différer des activités, franchissent des distances, bref, accroissent l'interaction sociale tout comme les moyens de locomotion privés agrandissent les rayons d'action.

Dans ce contexte la plus grande attention doit être portée au partage du travail professionnel et du travail domestique, désigné de "division familiale du travail" qui oscille schématiquement entre deux pôles: "ou bien tout est partagé, ou bien rien ne l'est".

Selon l'auteur d'une recherche exploratoire sur cet aspect de la transformation sociale et économique les modalités de cette division ne peuvent être dissociées de l'intégration au travail des deux conjoints. Ce schéma conduit M.-A. Barrère-Maurisson à formuler l'axiome suivant: "Quand il y a partage du travail domestique, les deux conjoints travaillent, mais les carrières sont lentes; lorsque le travail domestique n'est pas partagé, la carrière est très promotionnelle: il s'agit soit d'une femme seule, soit d'un couple qui privilégie cette carrière au détriment de l'autre, ou dont la femme ne travaille pas". Il s'agit d'aborder "l'ensemble du travail: c'est-à-dire le professionnel plus le domestique qui se partage dans la famille. (..) Et c'est sur la base de cet ensemble que se répartissent les investissements de chacun" (op.cit. 43).

*Tableau 1. Evolution des familles et évolution des secteurs d'activités
(Barrère-Maurisson, 1992, 208).*

secteurs d'activité	1. agriculture	2.. production	3. services	
Nature économique du travail		production	service	administration
type de relation dominant	plusieurs actifs	un seul actif	deux apporteurs une carrière privilegié	deux apporteurs équivalents
type de famille correspondant	famille patriarcale	famille conjugale fonctionnelle	famille à deux apporteurs	

Par la mise en relation du type de carrière professionnelle des individus et des modalités de partage du travail dans la famille on peut au même titre dégager une articulation qui a pour arrière-fonds la différenciation du monde du travail. En effet, le développement de la société industrielle de services offre des modes d'intégration de plus en plus variés, selon la nature économique du travail exercé et les secteurs d'activités en co-présence. L'auteur dans un tableau "d'inspiration spenglerienne" suggère que les "types de relation dominants" se conjuguent avec le "type de famille" correspondant et qu'à un certain stade de développement industriel correspond une astreinte au travail spécifique et une "forme familiale". En fait, les familles qualifiées d'incertaines par le démographe, mettent à jour une gestion du risque devant la menace du chômage, l'incidence de l'émancipation des différents membres de la

famille et une perte d'identité corrélative à la multiplicité d'insertions au travail offertes par la société.

A condition d'être considérée comme expression de conflits de modernité, expression de la coexistence de plusieurs formes familiales et à condition d'être approfondie et interrogée sur les facteurs psychosociologiques de sa genèse, ce schéma constitue un instrument utile pour l'analyse de la dynamique sociale. Il en ressort que la forme familiale, qui est l'expression d'un mode d'interaction, de conditions de vie et de pratiques sociales, constitue un univers tout aussi prégnant que la sphère de travail. Les espaces sociaux de références renvoient à la double appartenance des hommes et des femmes. L'exploration de l'interdépendance croisée entre travail et famille gagne à admettre l'influence réciproque de milieux de socialisation autonomes, dont les passerelles significatives nous semblent résider dans la technique et inscription de pratiques dans l'espace (Perrinjaquet *et al.*, 1993).

Pour mener cette approche à son aboutissement, interrogeons-nous alors sur les stratégies des couches moyennes qui depuis deux décennies se sont investies dans la défense du cadre de vie et des formes d'habitat novatrices. Cette volonté ne doit pas être analysée comme quête de sens, comme tentative ultime de reconstruire une unicité de vie. "Cette image, qui correspond mieux à l'idée de personne est plus dangereuse qu'utile, car elle réintroduit le rêve d'une correspondance entre l'acteur et le système, entre l'individu et l'histoire, dont il est indispensable de se débarrasser. Ce qui fait émerger le Sujet n'est pas l'unité d'une vie, la construction de Soi, mais le dépassement de contraintes, l'appel à la liberté, le mouvement pour relier entre eux, à travers une vie individuelle, les fragments éclatés de la modernité" (Touraine, 1992, 341).

Le double investissement dans la vie au travail et hors-travail n'est pas le résultat de choix individuels, car "plus les systèmes sociaux sont complexes, plus les mondes vécus deviennent périphériques. A cet énoncé, il ne faut certes pas donner un sens causal, comme si les structures du monde vécu se transformaient en dépendant de la complexité accrue du système. C'est le contraire qui est vrai, les complexités accrues sont dépendantes des différenciations du monde vécu" (Habermas, 1987, 189).

"La poussée d'individualisation" actuelle d'une visibilité sociale exagérée n'est pas étrangère à cette situation. Norbert Elias, insiste précisément sur le rapport qu'entretient une précédente poussée avec ce qu'il appelle "une recomposition spécifique dans la structure des relations humaines". "Ces poussées d'individualisation, par exemple à l'époque de la Renaissance, ne sont pas les conséquences d'une mutation soudaine provoquée par des hommes singuliers (...) Elles sont au contraire le fruit d'événements sociaux (*gesellschaftlich*), par exemple conséquences de la désintégration de corporations anciennes ou transformations de la position sociale de l'artiste-artisan, bref conséquences d'une recomposition spécifique dans la structure des relations humaines" (Elias, 1987, 43). Il précise: "La possibilité tout comme la nécessité d'une individualisation accrue est un aspect d'une transformation sociale, qui de loin se trouve hors de contrôle de l'individu particulier"(Elias, 1987, 167).

La mise en question des métiers et professions dans la recomposition actuelle du travail, en partie due à la flexibilisation de l'appareil de production révèle un facteur psycho-sociologique d'une portée prospective certaine. Elle permet de comprendre la soi-disant "reconquête de soi" de nos contemporains comme un

recours face à la dynamique des identités professionnelles en décélération. L'évolution des secteurs d'activités, durant des décennies responsable insoupçonnée d'une mobilité sociale et intergénérationnelle, arrive à saturation et se transforme en stagnation structurelle. De génération en génération, les trajectoires professionnelles auront dorénavant tendance à se ressembler. Comme leurs parents, une proportion élevée des jeunes adultes travaillera dans le secteur tertiaire et bénéficiera d'un mode de vie urbain banalisé, leurs enfants à leur tour seront encore plus nombreux à disposer d'emplois, de qualifications et conditions de vie de ce type. La mobilité professionnelle des individus et de manière concomitante les trajectoires familiales ascendantes, deviennent de plus en plus exceptionnelles.

Aujourd'hui le déversement des salariés d'un secteur d'activité à un autre "est moins qu'auparavant porteur d'une dynamique identitaire: Les nouveaux emplois n'apparaissent plus comme des lieux de constitution d'identités professionnelles et sociales valorisantes susceptibles de se substituer aux identités héritées" (Perret & Roustang, 1993, 135). Par contre, la dynamique identitaire fléchissante des métiers et les compétences exigées pour effectuer un certain type de travail font appel à des "qualifications sociales" en partie puisées dans la sphère extra professionnelle. "La perte de motivation" (Motivationsentzug) (Habermas, 1984, 563) liée à la décélération structurelle des identités professionnelles valorise une socialisation hors-travail tout comme l'intégration sociale au travail bénéficie de la mise en oeuvre de stratégies qui relèvent de l'agir communicationnel. "L'action que la sphère de production exerce sur elle-même" (Perrinjaquet et al., 1993, 17) la tertiarisation et la diminution du temps de travail sont les facteurs principaux qui stimulent l'emprise de cet aspect de "l'envers du travail" sur la constitution d'identités et de qualifications dans la métamorphose du travail. En opposant l'économie au social Perret et Roustang (1993, 17) le formulent avec un relent de regret: "A vrai dire, on peut se demander si ce n'est pas aujourd'hui le social qui nourrit l'économique plutôt que l'inverse".

A l'évidence ce retournement a, dans un premier temps, bénéficié à l'intégration des femmes au travail. Aujourd'hui il se déclare dans l'insistance des chefs de personnel à faire appel à la capacité de gérer dans la polyvalence des relations humaines et à effectuer des actes achevés. Ces compétences répondent à la nécessité de favoriser une gestion polychrone d'informations, de répondre à des séquences de travail entrecoupées et au développement de la qualité d'un service difficilement cernable. Cette compétence est par essence sociale, elle est le produit d'une socialisation, d'une construction sociale de l'identité proche de celle attendue de chaque femme au foyer, mère et épouse.

Il en va ainsi de "l'expertise relationnelle" comme de la faculté à mener en parallèle plusieurs activités et d'attacher une attention égale à toutes les tâches qu'elles soient majeure ou mineure. Ce profil est diamétralement opposé à celui exigé du travailleur taylorien de l'ère fordiste et irréductible à la notion ancienne de métier. Significativement cette faculté ne répond pas à la revendication de professionnalisme et à l'esprit de carriérisme, de compétitivité, bref des valeurs érigées en système d'auto-évaluation masculin. "Le petit travailleur infatigable" a vécu. Placé dans un métier de service qui ne fournit plus les repères habituels de bonne facture, d'*output* mesurable, d'auto-affirmation et de satisfaction du travail accompli, il se trouve piégé par son insertion unilatérale dans le monde du travail.

En conclusion, la modernisation effective de notre société ne se mesure ni à une "géographie des valeurs" dans le choix du domicile, ni aux styles de vie éclatés. La vie quotidienne située au rez-de-chaussée de la vie sociale et la vie au travail forment le creuset d'une adaptation incessante des conduites individuelles et collectives modifiant profondément les rapports individu/groupe/société et l'inscription de pratiques dans l'espace. Ces ajustements en grande partie invisibles s'appuient sur une organisation urbaine en mutation et se traduisent d'abord dans des modes d'appropriation différenciés du logement.

4. La nouvelle alliance habitat / travail

En matière d'architecture et d'urbanisme une tendancielle abolition des frontières entre monde du travail et vie domestique touche aux préceptes les plus fondamentaux de la planification et de l'organisation urbaine. Le décloisonnement de ces deux sphères contredit la spécialisation des sols et les ségrégations fonctionnelles qui structurent et rythment la vie contemporaine. En cela, il n'est pas surprenant que la virtuelle délocalisation des lieux de travail, esquissée par la fusion entre bureautique et télécommunication, n'ait cessé d'alimenter les débats des spécialistes de l'aménagement du territoire, des planificateurs et sociologues urbains depuis l'avènement de la télématique (Ettghoffer, 1992).

Cette déstructuration potentielle semblait limitée à certaines professions du secteur tertiaire (force de vente, courtiers, secrétaires etc.), professions intellectuelles ou le fruit de divisions sociales du travail spécifiques, dont celles pratiquées par des indépendants et professions libérales. La vitesse et l'ampleur avec laquelle les moyens de travail électroniques ont fait irruption dans le paysage communicationnel et le monde du travail indiquent toutefois que la demande de portatifs et ordinateurs personnels hybrides s'adressent à tous les segments du marché d'emploi ou secteurs d'activités et ne tient pas à l'émergence de nouveaux métiers liés à l'informatique.

L'organisation du travail n'a toutefois pas attendue le "technology push", le travail perd son "unité de temps et de lieu" depuis une décennie. La première enquête représentative sur le marché du travail et les diverses formes d'activité rémunérée réalisée en Suisse en 1991 (OFS, 1992) a fourni à cet égard des données surprenantes. Moins de la moitié des personnes occupées (47%) ont un horaire fixe. Les autres ont un horaire flexible qu'elles peuvent moduler autour de tranches de présence obligatoires (27%), soit organiser librement (21%). Un tiers des salariés non-cadres et cadres confondus disposent d'un horaire flexible (27% respectivement 38%) et environ 15 % bénéficient d'un horaire libre.

En ce qui concerne le lieu où s'exerce cette activité, 23% des hommes font état de lieux de travail divers ou d'un travail nomade en déplacement. Ces chiffres indiquent déjà un effilochement avancé de la normativité, mais ne disent encore rien des pratiques de simple téléprésence et d'absentéisme toléré. A l'inverse, les heures supplémentaires des salariés sont pratique courante, la moitié des employés, tous secteurs d'activité confondus, travaillant en moyenne six heures supplémentaires par semaine avec un horaire hebdomadaire officielle variant de 41 à 45 heures. Chez les cadres, la proportion de ceux effectuant des heures supplémentaires s'élève à 61% et à 40% chez les salariés non-cadres. Les heures effectuées sans aucune indemnisation étant de 22%.

Les déplacements pendant les heures de travail, les heures supplémentaires, le travail effectué à domicile, mais aussi les plages d'absences non-justifiées ou encore le travail au noir, bref l'ensemble de ces marges non-comptabilisées sont les véritables gisements d'un travail à distance, qui par le biais de l'assistance technologique ont toutes les chances de connaître un développement.

L'étanchéité théoriquement et historiquement renforcée entre vie privée et vie professionnelle est d'ores et déjà battue en brèche (Perrinjaquet, 1993). L'abîme qui sépare aux yeux des économistes travail produisant une valeur d'échange et travail fait pour sa seule valeur d'usage, sont les pierres angulaires d'un tel édifice conceptuel largement partagé. La clef de voûte de cet édifice résiderait dans la capacité ou la volonté des individus à gérer le divorce entre la culture professionnelle et la culture du quotidien.

Ce divorce présumé de plus en plus parfait, mériterait cependant, au vu d'autres données moins récentes, à être sensiblement nuancé. Au détour d'une enquête sur l'usage du logement réalisée en 1987 par l'INSEE auprès de 12 521 ménages, il s'avère que la réalité sociale et les pratiques quotidiennes ont pouvoir d'anticiper des scénarios du futur. L'enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française révèle que 41,9% des cadres supérieurs et 24,6 des cadres moyens et employés déclarent travailler régulièrement chez eux à la maison, et que 31%, respectivement 23%, y travaillent épisodiquement (Bernard, 1992). Interrogés sur l'emplacement dans lequel s'exerce cette activité, près de la moitié des cadres supérieurs font état d'une pièce réservée à cet effet, ainsi que près de 20% des ménages "employés et cadres moyens". Il est à noter que 29,7% de la catégorie "cadres supérieurs" possède son propre bureau et 19% le partagent, contre 13,6 et 5,7%.

Cet usage du logement s'avère aussi fréquent et répandu chez les cadres moyens et employés que chez les agriculteurs, aussi fréquent chez les cadres supérieurs qu'auprès de professions libérales. Les pièces affectées à cet usage indiquent par ailleurs la signification que revêt cette activité au sein des ménages et le rôle jusqu'alors insoupçonné qu'il convient d'attribuer à cette pratique par exemple dans la baisse constante du taux d'occupation des logements.

Ces résultats de l'enquête ne fournissent malheureusement aucune information sur le temps consacré à cette activité et ne permettent aucune appréciation exacte du caractère de ce travail. Néanmoins elles corroborent les résultats des recherches sur l'usage du téléphone qui montrent que 8 à 10% du total du trafic domestique relève d'un trafic habitat / lieu de travail. Un trafic téléphonique qui inclut exclusivement les communications à caractère professionnel (Claisse & Vergnaud, 1985, 37). Etant donné que ce taux est calculé sur l'ensemble de l'échantillon, alors qu'il ne peut concerner que les seuls actifs, il devrait être sensiblement majoré.

Le succès des téléphones portables, des portatifs et de toute la génération de moyens de communication hybrides en devenir, crée non seulement des passerelles entre usages professionnels et usages privés, mais aussi entre travail formel et informel, travail sédentaire et travail nomade, des usages qui participeront au décloisonnement de la sphère de travail, sous tous les aspects. "La discordance des temps de travail" (Ettighoffer, 1992, 346) affecte aussi l'espace public - les rues, les lieux publics, les moyens de transport collectifs et privés - bref, transforme l'usage de

la ville et agit sur l'opposition centre / périphérie. Au présentisme localisé se substitue la télé-présence.

L'environnement immédiat de l'habitat - les espaces laissés pour compte de la réflexion architecturale - et les quartiers d'habitation sont ainsi prédestinés à connaître un renouveau révélateur des transformations sociales et économiques en cours.

5. Pour une exploration prospective des faits sociaux contemporains

Les quartiers en périphérie de la ville et les logements fonctionnalistes ont beau être structurellement hostiles à des mixités d'utilisation et au décroisement de l'univers familial, ils connaissent une requalification par les habitants. Ces usages n'ont rien de reconquêtes périphériques, de pratiques de détournements et esquives de courte durée, ils mettent à jour un profond malajustement du cadre physique à l'évolution de la société. Ceci au prix d'une mobilité considérable à laquelle les pouvoirs publics essayent de répondre par une "internalisation des coûts externes", autrement dit en érigeant des barrières tarifaires à la mobilité, par le biais de taxes sur l'énergie et l'augmentation du prix des moyens de transports collectifs. Cette logique aura pour conséquence d'accélérer une recomposition urbaine sur laquelle les ménages privilégiés prennent dans une logique d'agrégation et de polarisation déjà appui. Elle n'aboutit qu'à une ségrégation sociale plus subtile d'un espace urbain dorénavant marqué par sa croissance intensive (Perrinjaquet, 1991).

Il nous semble préférable d'analyser les faits sociaux contemporains qui émergent de l'usage actuel de la ville, qui favoriseraient une planification autre que réactive portant d'avantage sur les flux que sur les stocks, sur la mobilité que sur le parc de logements et d'équipements existants. Pour ce faire il convient de déceler les amorces de "traditions du futur" qui de notre point de vue se déclarent dans les conflits de modernité générés par des expériences et représentations collectives autant puisés dans la vie au travail que dans la vie extra professionnelle. En l'état actuel des connaissances il est urgent de souligner les effets de l'action que le système de production exerce sur lui-même et de cerner le rôle des transformations sociales dans cette mutation. La pensée urbaine et sociale sont devenues orphelins d'une telle perspective quand bien même les cadres sociaux temporels normatifs de l'ère industrielle et de l'ère fordiste ont fondé et façonné les modes de vie urbains et l'organisation de l'espace.

La prospective urbaine, qui a pour horizon la longue durée, devrait ainsi s'appuyer sur des processus de transformation économiques et techniques analysés en relation avec des faits sociaux qui témoignent de la modernisation dans la longue durée. L'avènement impétueux d'une société industrielle de service et la désindustrialisation compétitive transforme la nature du travail et fait voler en éclat son "unité de temps et de lieu" constitutif de l'urbanisme moderne. Cette modification ne s'épuise cependant pas dans de nouvelles stratégies de localisation ou une dislocation temporelle des activités qui mettraient en cause les postulats de contiguïté physique ou sociale, ni dans l'émergence de nouveaux acteurs sociaux ou économiques, elle se fonde sur une dynamique sociale profonde enracinée dans une vie quotidienne en

devenir. Une dynamique sociale qui prend appui sur des processus de transformations psycho-sociologiques, économiques et techniques.

Ainsi la modification de la nature du travail s'avère d'une portée prospective certaine facilitant certes l'insertion des femmes et la reconnaissance de compétences sociales mais déstabilisant aussi les identités professionnelles et le pouvoir d'intégration sociale par le travail, ce qui met à l'épreuve les univers de socialisation ordinaires comme les instances de socialisation reconnues et latentes (Perrinjaquet, 1979). L'environnement construit et la trame d'interactions sociales des quartiers exclusivement voués à l'habitation ne présentent guère d'atouts pour servir de gisement à une telle reconversion. Ces quartiers à l'époque conçus dans une stricte logique d'équipement et sous le signe de la motorisation triomphante se distinguent par un déficit cruel de structures d'accueil susceptibles d'héberger des activités de services dans les alentours des immeubles. Ce manque vaut aussi bien pour les services "do-it-yourself" que "do-it-for me" (Préel, 1993).

Créer dans ce contexte une densité événementielle avec les seuls moyens de l'architecture et du paysagisme n'est pas garant d'urbanité. L'intensité des échanges et l'interaction sociale forment la matrice de l'urbanité qui est faite de dissonances et de convergences d'usages et d'intérêts. Dans un contexte donné, cela suppose soit l'exploitation des potentialités qu'offrent les modes d'habiter à la charnière de ces deux champs d'interaction de la vie active et de la vie quotidienne, soit l'insertion de fonctions nouvelles.

La requalification des quartiers périphériques existants doit aussi rendre synonymes différenciation et densification, conception architecturale et planification urbaine. Il convient donc de s'interroger sur les éléments du programme, les genres et modes de vie en gestation, l'émergence de transformations sociales, techniques et économiques susceptibles de répondre aux aspirations du citoyen à vivre "chez-soi en ville".

BIBLIOGRAPHIE

- ANTHONY, P.D. (1977), "The Ideology of work" (Tavistock Publications, London).
- BARRERE-MAURISSON, M.-A. (1992), "La division familiale du travail - La vie en double" (Presses Universitaires de France, Paris).
- BASSAND, M. & PERRINJAQUET, R. (1991), Famille, logement et habitat, *Familien in der Schweiz - Familles en Suisse - Famiglia nella Svizzera* (Fleiner-Gerster; T.& Gilliland, P. Lüscher, K. Eds.) (Editions Universitaires de Fribourg, Fribourg), 243-260.
- BERNARD, Y. (1989), "Les Français chez eux- usages du logement - Analyse des résultats de l'enquête INSEE" (Laboratoire de Psychologie de l'Environnement / Plan Construction et Architecture, Paris) paru en 1992 sous le titre "La France au logis - etude sociologique des pratiques domestiques" (Editions Pierre Mardaga, Liège).
- CLAISSE, G. & VERGNAUD, T. (1985), "Téléphone, Communication et Société - Recherche sur l'utilisation domestique du téléphone" (Laboratoire d'Economie des Transports, Lyon).
- COMMAILLE, J. (1993), "Les stratégies des femmes - travail, famille et politique" (Editions de la Découverte, Paris).
- ELIAS, N. (1987; 1939), "Die Gesellschaft der Individuen" (Suhrkamp Verlag, Frankfurt).

- ETTIGHOFFER, D. (1992), "L'entreprise virtuelle ou les nouveaux modes de travail" (Editions Odile Jacob, Paris).
- FAGNANI, J. (1992), Interactions conjugales et choix résidentiels des couples bi-actifs en région Ile-de-France: négociations, arbitrages et compromis, *La ville en mouvement: Habitat & Habitants* (Lelièvre; E. & Lévy-Vroelan, C. Eds.) (Editions de l'Harmattan, Paris), 175- 185.
- GEIGER, M. (1985), "Logement, lieu d'habitation et loyer - élément d'une théorie du marché du logement" (Office Fédéral du Logement, Berne) (Bulletin du logement no. 33).
- HABERMAS, J. (1984), "Vorstudien und Ergänzungen zur Theorie des kommunikativen Handelns" (Suhrkamp Verlag, Frankfurt).
- HABERMAS, J. (1987), "Théorie de l'agir communicationnel". Tome 2. "Pour une critique de la raison fonctionnaliste" (Editions Fayard, Paris). ("Theorie des kommunikativen Handelns". Band 2. "Zur Kritik der funktionalistischen Vernunft" (Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main), 1981.
- LE BRAS, H. (1988), Structure de la famille dans la France actuelle, *Transformation de la famille et habitat* (Bonvalet, C. & Merlin, P., Eds.) (Presses Universitaires de France, Paris), 17-29.
- LEFEBVRE, H. (1981), "Critique de la vie quotidienne" Tome III. (L'Arche Editeur, Paris).
- MANSUY, M. & MARPSAT, M. (1991), Les quartiers des grandes villes: contrastes sociaux en milieu urbain, *Economie et Statistique*, (1991) 245 juillet-août, 33-47.
- OFS (1992), "La vie active en Suisse - Enquête ESPA de 1991" (OFFICE FEDERAL DE STATISTIQUE, Bern).(no. 377).
- PARAVICINI, U. (1990), "Habitat au féminin" (Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne).
- PERRET, B. & ROUSTANG, G. (1993), "L'Economie contre la société" (Editions du Seuil, Paris).
- PERRINJAQUET, R. (1979), L'habitat en tant qu'univers de socialisation de l'enfant - The Habitat as an Univers of Child Socialisation in Industrial Societies, *International Social Science Journal*, (1979) 31, 457 - 475.
- PERRINJAQUET, R. (1991), Restituer l'usage à l'espace - To give back space its use, *EUROPAN 2 -Habiter la ville -Requalification de sites urbains - Résultats européens* (Editions Regirex, Paris), 9-17.
- PERRINJAQUET, R. (1993), L'habitation à l'interface du travail, *Chez soi en ville - Règlement* (European, Paris / Athènes / Berlin / Rome / Rotterdam / Stockholm / Madrid), 43-46. (also in English).
- PERRINJAQUET, R. & PARAVICINI, U., ROTMANN, R. (1993), "La nouvelle alliance habitat/travail- vers une tradition du futur" (DRAST/RATP/ESA, Paris).
- PREEL, B. (1993), Perspectives de l'externalisation de services, *Les services et l'habitat: quelles proximités ?* (Actes de la journée d'étude du 18. juin 1992, CNIT, Paris) (Plan Construction et Architecture, Paris), 145- 217.
- SCARDIGLI, V. (1988), "L'Europe des modes de vie" (Editions du CNRS, Paris).
- TOURAINÉ, A. (1992), "Critique de la modernité" (Editions Fayard, Paris).